

Entreprises responsables

Une nouvelle initiative sur les multinationales en vue

Les initiants veulent emboîter le pas à l'Union européenne pour responsabiliser davantage les entreprises. EconomieSuisse appelle à la patience.

Delphine Gasche

Il était un temps où les balcons étaient orange. Cachés sous les drapeaux pour l'initiative pour des multinationales responsables. Le texte ayant échoué d'un cheveu - il a été accepté par le peuple mais rejeté par les cantons -, les étendards ont rejoint le grenier. Ils pourraient toutefois bien être ressortis.

La Coalition pour des multinationales responsables a en effet dans ses cartons une nouvelle initiative. L'idée est de s'aligner sur la directive européenne, actuellement en préparation.

Bruxelles plus ambitieuse

Qu'envisage Bruxelles? À peu près la même chose que l'initiative pour des multinationales responsables, et encore un peu plus. Les grandes entreprises qui ont leur siège dans l'Union européenne (UE) devront à l'avenir prévenir les atteintes aux droits humains et à l'environnement. Un devoir de diligence qui s'étendra également à leurs sous-traitants. En cas de dommage, la justice pourrait être saisie. Chaque pays devra en outre mettre sur pied une autorité de surveillance.

Des entreprises basées en Suisse pourraient aussi être concernées sous certaines conditions. Par exemple, si leur chiffre d'affaires dépasse les 150 millions d'euros dans l'Union européenne. Pour les initiants, Berne doit emboîter le pas à cette dernière. «On l'a bien vu avec l'importation d'or problématique ou la pollution causée par les mines de Glencore. Sans la crainte de devoir rendre des comptes, certaines multinationales suisses continuent à poser régulièrement problème», souligne Dominique de Buman, membre du comité de la coalition.

Pendant la campagne contre l'initiative, la ministre en charge du dossier, Karin Keller-Sutter, a martelé que la Suisse ne devait pas faire cavalier seul. Alors



Les Suisses pourraient bien ressortir leurs drapeaux en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables. KEYSTONE/JEAN-CHRISTOPHE BOTT

«Nous sommes favorables à une orientation sur les standards internationaux. Mais il faut attendre la version finale de la directive européenne.»

Cristina Gaggini, directrice romande d'EconomieSuisse

même que le projet européen était déjà envisagé. Berne est-elle plus enthousiaste maintenant? Pas vraiment, aux yeux de l'ancien conseiller national de l'ex-PDC (devenu Le Centre). «Pour le moment, seuls des rapports ont été demandés. Nous craignons que la thématique ne soit repoussée aux calendes grecques ou qu'une éventuelle nouvelle loi ne soit édulcorée tout au long du processus parlementaire.»

En lançant sa nouvelle initiative, la coalition entend en fine faire pression sur le Conseil fédéral et le parlement. Elle n'a pas encore mis de point final à son texte. Cela dépendra du contenu définitif de la directive européenne, qui devrait être adoptée définitivement en mars 2024.

Avec sa première initiative, la coalition s'était attiré les foudres des milieux économiques. Qu'en pensent-ils désormais? Sans se prononcer sur l'initiative, le Groupement des entreprises multinationales (GEM) voit d'un bon œil un alignement avec la législation européenne. «Les multinationales sont de facto soumises à cette réglementation au sein de l'UE, rapporte Larissa Robinson, secrétaire générale du GEM, qui précise que la responsabilité sociétale des entreprises fait partie de leurs valeurs. Si la Suisse s'aligne sur la directive européenne, cela évitera de devoir répondre à des législations disparates.»

Des doubles emplois seraient évités. Les coûts liés à la certification et la rédaction de rapports seraient diminués. Les entreprises disposeraient d'une plus grande sécurité juridique et de conditions de concurrence équitables, énumère encore Larissa Robinson. Et puis il en va aussi de l'image du pays. «La Suisse ne peut pas être le dernier pays à implémenter une responsabilité sociale des entreprises. Son attractivité et sa compétitivité en dépendent.»

EconomieSuisse prudente

EconomieSuisse est moins enthousiaste. «Nous sommes favorables à une orientation sur les standards internationaux, explique Cristina Gaggini, directrice romande de la fédération des entreprises suisses. Mais il faut attendre la version finale de la directive européenne et surtout voir comment les États membres la transposent dans leur droit national.» Un processus qui ne devrait, d'après elle, pas aboutir avant 2027.

«Attendre n'est pas forcément une mauvaise chose», poursuit-elle. Et de donner en exemple la réforme de l'OCDE. «À part la Suisse, peu de pays sont prêts. Une question se pose dès lors: devons-nous être les premiers de la classe et augmenter dès à présent notre fiscalité, alors que certains ne franchiront jamais ce pas?» La bataille n'est donc pas encore gagnée pour la coalition.

La COP28 sera-t-elle humaine et solidaire?

Climat et inégalités
À la veille du sommet à Dubaï, les ONG redoutent l'absence de mesures concrètes pour aider les pays les plus pauvres.

Face au lobbying des groupes pétroliers qui vont œuvrer dans les coulisses de Dubaï, les ONG peinent à faire entendre leur voix. Leur cheval de bataille, le financement des plus démunis pour leur permettre de faire face au réchauffement global et à ses conséquences, promet d'être à Dubaï au centre de débats tendus.

À la veille du sommet, l'ONG Oxfam a calculé que 1% de super-riches a émis en 2019 l'équivalent des émissions de 66% des plus pauvres de l'humanité. À l'inverse, la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 8% des émissions. «Les populations les plus vulnérables paient de leur santé et de leur vie un problème qu'elles n'ont pas créé», s'alarme le Dr Christos Christou, président international de MSF.

Urgence climatique rime toujours davantage avec urgence sanitaire. En 2023, les inondations au Soudan du Sud, les cyclones violents à Madagascar et au Mozambique ou encore la chaleur intense et les sécheresses dans la Corne de l'Afrique ont causé des épidémies de choléra, de dengue, de paludisme et de famine.

«Nous ne vivons pas seulement une crise climatique, mais aussi une crise d'humanité et de solidarité», déplore Christos Christou. Nous ne pouvons pas nous permettre un nouvel échec. Combien d'années s'écouleront encore, combien de COP supplémentaires et combien de vies seront affectées - ou perdues - avant que des mesures concrètes ne soient décidées et mises en œuvre?»

Cent milliards insuffisants

En 2009, les pays développés avaient promis d'allouer 100 milliards de dollars par an dès 2020 pour soutenir les plans de protection du climat et d'adaptation au changement climatique des pays du Sud global. Si on arrive péniblement à réunir le montant en 2022, il est de loin insuffisant pour beaucoup d'experts, qui le chiffrent aujourd'hui plutôt à dix fois plus, à savoir 1000 milliards de dollars.

Pendant ce temps, les lacunes des pays bénéficiaires en matière d'adaptation ne cessent de se creuser. Pourtant, selon le dernier rapport de l'ONU Adaptation Gap Report 2023, chaque milliard de dollars investi dans l'adaptation permettrait d'éviter 14 milliards de préjudices économiques. «Le financement climatique actuel des pays industrialisés permet de couvrir moins d'un dixième des besoins de financement de l'adaptation dans le Sud global», constate Christina Aebischer, conseillère pour l'adaptation climatique de l'ONG Helvetas. «Cela pose pro-

blème, car cela va de pair avec des dommages toujours plus marqués et des pertes plus élevées.»

À côté de l'adaptation, les 125 pays membres ont fait quelques avancées sur le fameux fonds «pertes et dommages» pour les pays victimes du réchauffement climatique, notamment en l'établissant provisoirement au sein de la Banque mondiale. Les pays en développement ont cédé sur ce point, alors qu'ils accusaient l'institution d'être aux mains des Occidentaux et inadaptée à leurs besoins. Mais sans obligation d'y contribuer, beaucoup craignent que l'argent alloué à ce fonds reste modeste.

Financer le renouvelable

Autre thème urgent, la présidence de la COP28 (les Émirats arabes unis) mise sur le développement des énergies renouvelables. Or, constatent les ONG, les promesses de financements alloués aux pays les plus pauvres pour se lancer dans ce secteur sont encore trop faibles.

«Nous ne vivons pas seulement une crise climatique, mais aussi une crise d'humanité et de solidarité.»

Christos Christou, président de Médecins sans frontières

«Le financement climatique actuel des pays industrialisés permet de couvrir moins d'un dixième des besoins de financement de l'adaptation dans le Sud global.»

Christina Aebischer, conseillère pour l'adaptation climatique de l'ONG Helvetas.

Directeur de la Coalition for Rainforest Nations, Kevin Conrad prend l'exemple de l'Afrique: «4,5 milliards de dollars pour les énergies renouvelables, cela semble beaucoup d'argent, mais c'est pour tout le continent africain, donc ce n'est certainement pas suffisant. Malgré le grand potentiel (dû au soleil et aux rivières), la plupart de ces pays n'ont pas la possibilité de développer les énergies renouvelables. Les exigences sont élevées, le financement est lent et manque souvent l'objectif.»

Virginie Lenk

Hôpitaux

La part des postes infirmiers diminue

La part des postes infirmiers diminue par rapport au personnel médical et aux autres membres du personnel dans les hôpitaux de soins aigus, selon une analyse commandée par l'Association suisse des infirmières et infirmiers. L'étude se base sur les données de 2010 à 2021 de la statistique des hôpitaux et porte sur l'évolution des équivalents pleintemps (EPT). La part du personnel infirmier a diminué de 43,1 à 40,3% sur cette période et celle du personnel infirmier diplômé de 22 à 19,7%. Dans le même temps, les postes de médecins sont passés de 14,3 à 15,9%. **ATS**

Un avion militaire s'écrase

Lucerne Un avion-école militaire a eu un accident mardi lors d'une manœuvre d'atterrissage sur la base aérienne d'Emmen. Le pilote et l'élève pilote ont pu quitter l'appareil (PC-21) à l'aide de leurs sièges éjectables. L'un d'eux a été conduit à l'hôpital pour un contrôle. **ATS**

Septuagénaire tué

Broc (FR) Un homme de 76 ans a été tué dans son appartement de Broc (FR) au moyen d'une arme tranchante. Après que des proches ont donné l'alarme, il a été retrouvé sans vie le 20 novembre, a indiqué lundi la police fribourgeoise. **ATS**

Valais

Un projet pilote d'aide aux apprentis

Avec le programme FormAvenir, lancé en août, le Canton du Valais veut soutenir les apprentis en difficulté durant leur parcours de formation. La phase pilote du projet est prévue sur trois ans. Le programme s'adresse à des jeunes de 15 à 25 ans qui débutent une formation professionnelle initiale (contrat d'apprentissage) et qui cumulent des difficultés sociales, personnelles, professionnelles et scolaires. Le soutien est assuré par des professionnels de l'insertion «sous la forme d'un coaching individuel centré sur les besoins identifiés». **ATS**

Le chiffre

16%

Soit, selon un sondage publié mardi, la part des personnes interrogées qui considèrent le littering «plutôt élevé» ou «élevé» en Suisse, alors qu'elles étaient 25% en 2015. Le recul de la tendance à abandonner des débris dans l'espace public est notamment à mettre au crédit des villes, des communes et des écoles. Ces dernières abordent de plus en plus le sujet dans leurs cours et toujours plus de manifestations mettent l'accent sur la prévention du littering. **ATS**



Une femme passe devant une affiche de la COP28 à Dubaï, le 28 novembre 2023. AP PHOTO/KAMRAN JEBREILI